

Nîmes, le **2 NOV. 2023**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 2023-066-DREAL

portant sur l'actualisation des prescriptions relatives à la prévention des bruits stipulées à l'article 5 de l'annexe technique de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995, sur le territoire de la commune de St-GENIES-DE-COMOLAS au lieu-dit Les Euzières

SAS GRANULATS GONTERO

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées, publié au JO n°277 du 28 novembre 2012 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement "y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517" ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 95006N du 23 janvier 1995 autorisant le fonctionnement d'une installation de traitement de matériaux de carrière sur les parcelles n° 485 à 488 section D du plan cadastral de la commune de St-GENIES-DE-COMOLAS ;
- Vu** la plainte du 9 mai 2023 émanant d'un riverain des installations exploitées par la SAS GRANULATS GONTERO ;
- Vu** les éléments en réponse par courriel référencé MTH/JH/mail du 17 mai 2023 de l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées ;
- Vu** le courrier référencé MTA/JH/BB/018.06.23 du 13 juin 2023 de l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées incluant un rapport de mesures de bruits environnementaux, rédigé le 8 juin 2023 par PRONETEC ;
- Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie en date du 29 septembre 2023 proposant notamment d'annuler les prescriptions relatives à la prévention des bruits stipulées à l'article 5 de l'annexe technique de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 dédié aux installations de traitement et, de les remplacer par celles réglementairement en vigueur ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé n° 2C16981148907 du 10 octobre 2023, distribué le 16 octobre 2023 ;
- Vu** le courrier recommandé n° 1A19696323423 de l'exploitant du 19 octobre 2023, distribué le 25 octobre 2023, accusant réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Considérant** que le rapport de mesures de bruits environnementaux, rédigé le 8 juin 2023 par PRONETEC, ne satisfait pas aux obligations réglementaires en vigueur ;

Considérant que les prescriptions stipulées à l'article 2.3 de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 sont inadéquates :

"2.3 – Réglementations particulières

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif au bruit aérien émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à l'installation ainsi que les prescriptions des arrêtés-types n° 361-A-2, 1430 et 1434." ;

Considérant que les prescriptions relatives à la prévention des bruits stipulées à l'article 5 de l'annexe technique de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 sont inadéquates :

"V – PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

5.1 – L'installation sera construite, équipée et exploitée conformément à l'arrêté du 20 août 1985 de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

5.2 – Les véhicules et les engins de chantier, les groupes électrogènes et moto-compresseurs, les matériels divers utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

5.3 – L'usage de tous appareils de communication, par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4 – En limite de propriété, le niveau acoustique ne dépassera pas les seuils suivants :

- . 65 dB(A) de jour*
- . 60 dB(A) en période intermédiaire*
- . 55 dB(A) de nuit.*

5.5 – L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant." ;

Considérant que les installations sont existantes à la date de publication du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 susvisé modifiant la nomenclature des installations classées et que la puissance des installations est supérieure à 550 kW ;

Considérant que les prescriptions des articles 44, 45, 46 et 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé sont applicables dans les 6 mois à compter de la publication du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 susvisé qui soumet l'installation à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé, soit depuis le 28 mai 2013 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions relatives à la prévention des bruits stipulées à l'article 5 de l'annexe technique de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 ;

Considérant que l'article R181-45 du code de l'environnement indique notamment que *"les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R 181-18 et R 181-22 à R 181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L 181-3 et L 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.../..."* ;

Le pétitionnaire informé ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. RÉGLEMENTATIONS PARTICULIÈRES

Les prescriptions de l'article 2.3 de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques de la nomenclature des installations classées concernées par le présent arrêté.

En cas de prescriptions divergentes avec celles du présent arrêté, la prescription la plus contraignante s'applique.

ARTICLE 2. BRUIT

Les prescriptions de l'article 5 de l'annexe technique de l'arrêté d'autorisation du 23 janvier 1995 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations de traitement de matériaux doivent respecter les dispositions définies aux articles 44 à 46 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement "y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517."

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I de l'arrêté précité, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes relatives aux établissements existants :

- la fréquence des mesures est annuelle ;*
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;*
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.*

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de St-GENIES-DE-COMOLAS,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est
adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet

Pour le préfet,
la sous-préfète,
secrétaire générale adjointe

Chloé DEMEULENAERE